

201



Français du monde

Magazine de l'association / **juin 2020**

www.français-du-monde.org



Et maintenant,
qu'allons-nous faire ?



Report de l'Assemblée générale de Français du monde-adfe



En raison de la pandémie de la COVID-19, et compte-tenu des règles sanitaires contraignantes, lesquelles peuvent être à l'ordre du jour encore très longtemps, nombre de responsables de section et d'adhérents ne sont pas certains de pouvoir se rendre en France cet été. Dans ces conditions l'association n'est pas en capacité d'organiser l'Assemblée générale programmée pour le 28 août 2020.

Compte tenu des contraintes d'organisation le Conseil d'administration du 23 mai 2020 a pris à l'unanimité les décisions suivantes :

- **Report de l'AG d'août 2020 à août 2021**
- **Prorogation des mandats des élus dans les instances de l'association jusqu'à la tenue de la prochaine AG.**

Elections consulaires et sénatoriales

La loi portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris, et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020 ainsi que l'organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, déposé le 27 mai, prévoyant également **le report à mai 2021 des élections consulaires** qui auraient dû se tenir en mai 2020, a été définitivement votée par l'Assemblée Nationale le 17 juin, puis par le Sénat le 18 juin.

Par voie de conséquence :

- **Le mandat des conseillers et délégués consulaires ainsi que des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'Étranger est prorogé jusqu'à mai 2021.**
- Les déclarations de candidature enregistrées en vue du scrutin prévu en mai 2020 ne sont plus valables.

Toutefois, les candidats ou listes de candidats dont la candidature avait été enregistrée pour l'élection consulaire initialement prévue en mai 2020 seront remboursés sur une base forfaitaire du coût du papier et des frais engagés pour l'impression des bulletins de vote et des affiches électorales en vue de ce scrutin. En outre, les conseillers consulaires seront rebaptisés « Conseillers des Français de l'Étranger » dès promulgation de cette loi, vraisemblablement en septembre 2020.

Par ailleurs, les élections en vue du renouvellement partiel du Sénat sont maintenues pour septembre 2020, hormis pour ce qui concerne les 6 sénateurs et sénatrices des Français de l'Étranger élus en 2014, dont

Claudine Lepage, Présidente de Français du monde-adfe, dont le mandat, qui aurait dû normalement venir à échéance en septembre 2020, est prorogé d'un an, jusqu'à **septembre 2021, date à laquelle auront lieu de nouvelles élections pour élire 6 nouveaux sénateurs et sénatrices des Français de l'Étranger.**

À noter également que tant le mandat des Conseillers des Français de l'Étranger et délégués consulaires élus en mai 2021 que celui des 6 sénateurs et sénatrices élus en septembre 2021 sera raccourci de 6 à 5 ans et prendra donc fin respectivement en mai et en septembre 2026, ceci pour éviter tout télescopage avec les élections présidentielle et législatives de 2027.

Pour toutes ces élections à venir, Français du monde-adfe souhaite être en mesure de soutenir des listes d'union entre toutes les composantes de la gauche qui partagent globalement ses valeurs et ses objectifs. Scrutin après scrutin, l'expérience montre que la désunion des forces de gauche les conduit inexorablement à l'échec, et les oblige à rester dans l'opposition. Être dans l'opposition peut être confortable à première vue, car cela permet de se borner aux incantations, évite d'avoir à affronter le choc entre ce qui est souhaitable et ce qui est faisable au regard de la situation concrète, mais cela n'est certainement pas ainsi que l'on pourra progresser vers la réalisation des idéaux de la gauche. Faute d'union des forces de gauche, il est fort à craindre que « le monde de demain » ressemblera furieusement à celui d'hier, potentiellement en pire ...

*Philippe Moreau
Membre du Bureau National*



Édito

Réinvention

La crise sans précédent engendrée par la pandémie du coronavirus nous conduit à réfléchir sur les tares du modèle appliqué jusqu'alors. Crise sanitaire, économique, sociale dont l'intensité oblige les politiques à revoir le fonctionnement d'un libéralisme économique qui a mis sur le marché la santé, la recherche, l'éducation, l'environnement, au détriment de la solidarité, de la justice sociale qui permettent à chacune et à chacun d'avoir les capacités de vivre dignement.

Le jour d'après ne doit pas être comme le jour d'avant, et il faut « se réinventer » selon le président de la République Emmanuel Macron. Mais peut-on penser un nouveau contrat social, qui lie tous les acteurs politiques comme économiques au même devoir de secours et de soutien mutuel et mette fin à la rivalité, à la convoitise, au profit sans limite ? Renoncer à une logique qui ne prend uniquement en compte que ce qui est comptabilisé demande une véritable **CONVERSION**, donc le remplacement des vieilles recettes par de nouvelles : « on ne met pas du vin nouveau dans de vieilles outres ».

Restaurer les services publics au profit de l'intérêt général, pour le bénéfice du plus grand nombre, garantir à tous les moyens de vivre, ne plus pouvoir s'enrichir par un taux de profit décalé de la rentabilité du travail qu'il faut rémunérer à la juste valeur de son utilité, notamment pour celles et ceux qu'on regarde à peine en passant, alors que ces invisibles ont démontré combien ils sont indispensables pour toute la société en période de crise. Mettre enfin la politique et l'économie au service d'objectifs sociaux et écologiques relève d'une volonté d'après crise qui peut s'inscrire dans la réinvention.

Cette réinvention consisterait en fait à revenir aux fondamentaux qui, depuis l'origine, sont dans l'ADN de notre association : une société plus juste, plus solidaire. C'est pourquoi, lors de l'élection des conseillers consulaires, appelés à devenir les conseillers des Français de l'étranger, qui devait avoir lieu en mai 2020, mais a été reportée d'un an en raison de la pandémie de la Covid-19, Français du monde-adfe apportera son soutien aux listes de celles et ceux qui se retrouveront dans les éléments de réinvention énoncés plus haut.

Gérard Martin
Secrétaire général

Français du monde

Magazine gratuit de Français du monde-adfe
62 boulevard Garibaldi, 75015 Paris - France
contact@adfe.org
www.francais-du-monde.org
Directrice de la publication : Claudine Lepage

Rédactrice en chef : Florence Baillon

Comité de rédaction : Florence Baillon, Isabelle Chardonnet, Philippe Moreau, Charles Romero

PAO : Isabelle Chardonnet, Laurence Deglane

Photo couverture : Jean-Philippe Grange

ISSN 0247_607X

Au sommaire de ce numéro

Édito.....	p. 3	Le dossier.....	p. 8 - 14
Grand angle.....	p. 4	Environnement	p. 15
Ma vie ailleurs	p. 5	Actualité	p. 16
Vie associative.....	p. 6 - 7	Culture.....	p. 17

Grand angle

Anticiper le monde de demain depuis l'étranger

Penser territoire pour réussir les politiques publiques

Je vis aux États-Unis, mon pays d'accueil et celui de mes enfants. La réflexion sur la relocalisation, dite « reshoring », et l'organisation du travail passant par une politique industrielle maîtrisée y est déjà lancée, car l'enjeu est de taille.

En effet, dans son rapport de janvier 2020, le Bureau International du Travail estime que le problème essentiel en matière d'emploi est l'absence d'un nombre suffisant d'emplois rémunérés au niveau mondial où, selon lui, 480 millions de personnes souhaiteraient travailler, mais ne le peuvent pas. L'inadéquation entre l'offre et la demande de main-d'œuvre se répercute au-delà du chômage et se traduit par une large sous-utilisation de la main-d'œuvre. Cette sous-utilisation massive de la main d'œuvre incarnera le problème majeur des prochaines années, y compris en France. Le revenu universel est souvent évoqué pour y remédier, entre autres « vertus ». La notion d'accès à un emploi digne ou à une activité valorisante, dans les deux cas rémunérés, doit faire l'objet d'une réflexion. Le rôle de la politique industrielle, du travail et de l'aménagement du territoire a été un peu oublié, or il est crucial et le sera encore plus dans la période post-Covid19.

L'exemple de Boston est emblématique. La détermination du gouverneur du Massachusetts traduite dans une politique minutieusement élaborée a permis d'ériger Boston en centre mondial de la biotech, alors même que le sujet était inconnu à la ville jusqu'en 2008. Des zones industrielles du Massachusetts, délaissées dans

le passé, ont ainsi connu une profonde revitalisation, avec, par exemple, des usines de thérapie cellulaire. Or, parmi les emplois créés, 45 % d'entre eux l'ont été pour des personnes ayant le niveau baccalauréat, 25% pour des personnes sans le baccalauréat.

Les grandes entreprises étrangères, attirées en France où elles appliquent leurs conditions de travail très spécifiques, telles qu'Amazon ou McDonald's, sont souvent très critiquées. Au cours des dernières années, McDonald's, leader mondial de la restauration rapide et deuxième employeur privé au monde, a régulièrement été pointé du doigt. Malgré ses 73 000 salariés en France, le droit social des PME s'applique au groupe, parce que chaque restaurant est considéré comme une structure indépendante des autres. Cela permet au groupe de payer moins d'impôts et de pratiquer l'optimisation fiscale, de ne pas mettre en place des comités d'entreprises. Ainsi, le terme « McJobs » désigne des emplois précaires entraînant des pratiques de détournement du droit syndical, d'évitement fiscal, mais aussi la dégradation de l'environnement. Le récent conflit interne au sein d'Amazon illustre la complexité de la relation d'Amazon avec la France et ses pouvoirs publics. Selon *Le Monde*, le groupe emploie en France, réparties sur vingt sites, 9 300 personnes en contrat à durée indéterminée, auxquelles il convient d'ajouter des intérimaires.

En période de confinement, la puissance et la spécificité de ces multinationales ont permis de maintenir leur activité et d'assurer des emplois, même

de qualité médiocre. À les écouter, elles seules pouvaient œuvrer... Méditons la mésaventure vécue aux États-Unis par Alexandria Ocasio-Cortez, membre de la Chambre des représentants, qui s'était élevée contre l'installation d'Amazon dans le Bronx et qui, après le désastre économique engendré par le confinement, s'est vue violemment critiquée pour avoir ainsi provoqué la perte de 20 000 emplois potentiels. Fort heureusement, le sujet du salaire minimum et du droit à une représentation syndicale restent au cœur de la campagne présidentielle américaine.

Forts de ces constats, nous devons considérer qu'une véritable action sur le travail de demain ne pourra faire l'économie d'une réflexion approfondie sur une nouvelle politique industrielle publique, intégrant emploi et aménagement du territoire. Développer l'économie et promouvoir l'emploi au niveau local n'est pas synonyme de repli sur soi. La thématique de la ville durable, résiliente et solidaire, occultée par l'immédiateté et la gestion opérationnelle de la crise, doit redevenir une piste et une ambition au niveau international pour l'après-crise. L'augmentation de la part des circuits courts dans la production nationale, favorable à une écologie maîtrisée, devra coexister avec le maintien des échanges internationaux.

Laure Pallez
Membre du Conseil d'administration

Si vous souhaitez lire l'intégralité de l'article, voici le lien :
www.lhetairie.fr/single-post/Politique-industrielle-locale

Ma vie ailleurs

Morgane Rolland

Scientifique et engagée



Je vis aux États-Unis depuis 2004, désormais à Washington après avoir passé six ans à Seattle. Lorsque j'ai obtenu mon doctorat à Bordeaux en 2003, j'ai envisagé un stage post-doctoral à l'étranger, passage quasi obligatoire pour toute carrière scientifique. J'hésitais entre Oxford, au Royaume-Uni, ou Seattle, aux États-Unis. J'ai voyagé en Asie du Sud-Est et en Inde avant de décider de partir à Seattle pour deux raisons : l'opportunité de travailler dans le laboratoire du Professeur James Mullins et l'extraordinaire scène musicale indépendante à Seattle, la ville du label Sub Pop Records, qui suffisait à me convaincre de partir aux États-Unis.

Etant devenue adulte dans les années 90, la lutte contre le SIDA était pour moi le combat de ma génération et je souhaitais contribuer à la recherche contre cette maladie.

Partie pour un post-doctorat de trois ans, diverses opportunités professionnelles ont fait que je suis toujours aux États-Unis. Je dirige un laboratoire au sein du programme de recherche sur les maladies infectieuses de l'armée américaine. Nous travaillons à mieux comprendre l'évolution des

virus et identifier des vaccins. La priorité de ma carrière reste de trouver un vaccin contre le SIDA, une maladie qui tue plus de 2 000 personnes par jour dans le monde. Néanmoins, depuis janvier 2020, mon laboratoire se consacre à la recherche d'un vaccin contre la COVID-19. Chaque découverte scientifique est le fruit d'un travail collaboratif : travailler et encadrer des étudiants et chercheurs de différentes nationalités m'ont montré combien la diversité des approches fait progresser un projet. Dans mon laboratoire, la plupart des gens ne sont pas nés aux États-Unis et sont des femmes – former de jeunes chercheuses est une priorité qui rejoint mon engagement politique féministe.

L'ampleur de la pandémie COVID-19 a montré l'importance de l'expertise scientifique et le rôle que les scientifiques peuvent avoir dans certains pays pour aider la prise de décision politique. Consciente du manque d'implication des scientifiques dans la vie associative et politique, et face à la rapidité des mutations technologiques, aux enjeux écologiques et environnementaux, aux nouvelles questions bioéthiques, j'ai décidé

m'impliquer davantage à partir de 2012. Mon engagement à gauche était une évidence. J'ai grandi dans un village rural du centre Bretagne, dans une famille catholique pratiquante, en allant à l'école catholique. J'ai été rapidement consciente des inégalités et de la nécessité de faire que chacun dispose des mêmes opportunités. Mes grands-parents paternels étaient de droite, mes grands-parents maternels de gauche, mon père avait choisi la gauche et j'ai fait de même.

Contrairement à la France, aux États-Unis, il est normal d'afficher publiquement son orientation politique ; on peut cocher une case correspondant au parti politique auquel on veut être affilié (démocrate, républicain, indépendant) quand on remplit ses papiers d'identité ou sa déclaration d'impôt. La ville de Washington est assez particulière car la plupart des habitants sont de gauche (plus de 90% des suffrages pour le candidat du Parti démocrate aux élections présidentielles de 2016). Il y a donc de nombreuses opportunités pour s'impliquer localement et faire vivre les valeurs de justice sociale et de solidarité qui sont aussi portées par Français du monde-adf.

Vie associative



PONDICHÉRY

Afin de soutenir les sans-abri et les personnes démunies, très exposés en ces temps de crise sanitaire, (COVID-19), la section Français du monde-adfe Pondichéry a mobilisé ses adhérents et les sympathisants afin de recueillir des dons.

En partenariat avec l'association Volontariat de Pondichéry, la section a organisé la distribution quotidienne de 250 repas, pendant toute la durée du confinement.

MALI

Le bureau de Français du monde-adfe Mali a rendu visite aux plus anciens militants de l'association, engagés au côté de Marie-Hélène Beye depuis son premier mandat électif en 1993. Une visite de solidarité en cette période de Ramadan et de crise sanitaire a été organisée avec des dons de sucre et de masques.

Une phrase à retenir de la part de nos aînés : « Français du monde-adfe reste toujours présent dans ma vie de retraité et je souhaite que mes enfants prennent le relais... »



BARCELONE

La section a participé au projet « Comer contigo » initié par le chef cuisinier français Romain Fornell. Pendant deux mois, une équipe de quatorze personnes a organisé la livraison de plats préparés et de denrées alimentaires pour une vingtaine de familles démunies.

Le projet « Comer Contigo » s'arrête avec le déconfinement progressif, mais Français du monde-adfe Barcelone reste en contact avec les familles et les accompagne dans leurs recherches d'aides.

VANUATU

Le 6 avril dernier, le cyclone Harold a sévèrement frappé le Vanuatu et principalement les îles du centre. Dans cette zone, la communauté française compte environ 125 personnes, principalement établies sur l'île de Santo. Plus de 65% d'entre eux ont été sinistrés.

Français du monde-adfe Vanuatu a lancé un appel aux dons dans le but d'aider les plus démunis et les plus fragiles de nos compatriotes. La répartition des aides se fait en concertation avec les services consulaires.



Vie associative



SAN FRANCISCO

Fidèle à nos valeurs, la section Français du monde-adfe San Francisco a défilé à Berkeley pour dire non au racisme, dans le cadre du mouvement mondial #BlackLivesMatter.

ÉTHIOPIE

Français du monde-adfe Éthiopie, en collaboration avec l'ASFE (Association de Solidarité des Français en Éthiopie), a décidé de contribuer à la lutte contre la pandémie actuelle, en récoltant des fonds. Ces derniers ont servi au Rotary Entoto pour du matériel médical pour l'hôpital public et à la Croix rouge éthiopienne pour des denrées alimentaires.



CORÉE DU SUD

Français du monde-adfe Corée soutient l'accès au soin des migrants défavorisés en Corée du Sud (hospitalisation, médicaments, hébergement...). La section fait un don de 750 euros à Christophe Bérard, qui porte cette action, notamment à travers le Foyer Bethania.



CÔTE D'IVOIRE

L'opération « Solidaire en actes ! » lancée par Français du monde-adfe Côte d'Ivoire s'adresse aux personnes isolées. Les bénévoles entretiennent un lien avec elles et, si nécessaire, effectuent des courses ou des déplacements.

RABAT

Frappés par la crise sanitaire et économique qui amplifie leurs difficultés quotidiennes, les migrants subsahariens ont afflué à la Cathédrale de Rabat. Une organisation spontanée de bénévoles, sans but religieux ni politique, s'est très vite mise en place à laquelle Français du monde-adfe Rabat a participé. 200 personnes ont ainsi été nourries chaque jour depuis le début du confinement.



Entretien avec Hubert Védrine

Le monde vit une crise sanitaire, économique, sociale, politique suite à l'apparition, en l'espace de quelques mois, de la COVID-19 sur tous les continents. À quoi pouvons-nous nous attendre après cette crise ?

Ma première remarque, c'est que le terme de crise est insuffisant : c'est la première fois dans l'histoire de l'humanité que tout le monde a peur de la même chose en même temps. Si on reprend toutes les grandes pandémies du passé, elles ne touchaient qu'une partie du monde et, en plus, les nouvelles ne circulaient pas instantanément. Si on prend même les guerres mondiales, il y avait au moins deux camps, donc tout le monde n'avait pas peur de la même chose ; et puis même la Deuxième Guerre mondiale n'a pas été tout à fait mondiale. Là, en 2020, pendant quelques mois, personne dans le monde ne pouvait se sentir complètement à l'abri. Je pense que cela aura des conséquences anthropologiques profondes, difficiles à mesurer pour le moment, parce qu'évidemment, les gens sont obsédés par les débats sur le déconfinement et le redémarrage, après l'avoir été sur le confinement. Mais cela aura des conséquences profondes et importantes, pas forcément immédiates.

Tout ne va pas changer, car dans l'histoire des hommes, cela n'arrive jamais : Tocqueville a montré qu'il y a eu une certaine forme de continuité même avant et après la Révolution. On ne change jamais tout en même temps. Mais j'ajoute aussitôt que rien ne sera plus comme avant. Mais cela peut être en pire ou cela peut être en mieux : c'est pour cette raison qu'il faut distinguer dans l'analyse d'une part les pronostics - les choses vont changer parce que les gens vont se comporter autrement - et d'autre part, ce qu'il faudrait changer. Cela nous renvoie aux déci-

sions à prendre : qui doit décider ? quoi ? à quel niveau ? Tout cela reste en fait très ouvert. Voyez les débats actuels sur les aides, les conditionnalités, etc.

Enfin, le terme de « crise » est peut-être insuffisant parce que si on écoute attentivement ce que disent les virologues, ce que j'ai fait avant d'écrire un petit essai intitulé *Et après*, qui va paraître fin juin chez Fayard, il apparaît que autant les médecins sont en désaccord entre eux sur les traitements, autant les épidémiologistes sont en désaccord entre eux sur les pronostics par exemple sur la deuxième vague, autant les virologues sont d'accord entre eux : c'est un certain mode de développement, d'urbanisation, de dévastation des espaces naturels, de déforestation massive qui a « déconfiné les virus ». Ils font remarquer que l'on n'a jamais trouvé de vaccin pour un coronavirus parce qu'il mute trop vite et, d'autre part, que les mêmes causes peuvent produire les mêmes effets, et que donc un autre virus pourra passer de l'animal à l'homme dans cinq ou dix ans. Il faut donc garder à l'esprit que dans une humanité surpeuplée, suburbanisée, et totalement a-écologique - en tout cas jusqu'à maintenant - et qui bouge sans arrêt, il y a un risque pandémique, et qu'il faut mieux s'y préparer.

La COVID-19 provoque des bouleversements au sein des pays, mais également dans les relations entre eux. Est-ce que nous assisterons, selon vous, à un nouvel ordre mondial ?

Non, pas vraiment. Ou alors sino-américain. Est-ce cela que l'on veut ? Le bouleversement au sein des pays, ce n'est pas le sujet, mais il y aura une évaluation à faire à un moment donné des politiques suivies par les différents pays et les différentes institutions ; on verra d'ailleurs que le clivage n'est pas tellement entre démocraties et régimes

autoritaires, mais entre les pays préparés et les autres. Il peut s'agir de démocraties comme la Corée du sud ou l'Allemagne, ou de régimes autoritaires comme le Vietnam.

Sur la question de l'ordre mondial, je rappellerai qu'il a toujours été, en tout cas jusqu'à maintenant, celui des vainqueurs dans l'histoire du monde : sans remonter à l'Empire romain et à la Pax Romana, même en 1815, 1918, 1945, la décennie 90 après la disparition de l'URSS, ce sont les vainqueurs qui imposent l'ordre et son organisation. Aujourd'hui il n'y a pas d'ordre mondial, il y a un système mondial. Résultat : une mondialisation qui dans les trente dernières années était très dérégulée et très financiarisée. Même le Secrétaire général des Nations Unies parle d'un monde chaotique : cela ne veut pas dire au bord de la guerre, cela signifie simplement instable et imprévisible.

Est-ce que la COVID va générer un nouvel ordre ? Je ne pense pas en fait. Je pense que même les États-Unis et la Chine sont malmenés par le phénomène, et que tous les autres pays sont plus ou moins bousculés. Mais est-ce que cela change les données de base d'avant, en 2019 ? Pas vraiment. Prenez par exemple la montée en puissance de la Chine. Elle est le résultat de la stratégie gagnante de Deng Xiaoping qui a libéré, il y a quarante ans, l'énergie de la Chine tout en recommandant à son pays de rester prudent, de ne pas provoquer, et « d'attendre son heure ». On avait pu constater, depuis l'arrivée de Xi Jinping, et encore plus depuis les Routes de la Soie, qu'ils sont passés à une autre phase et qu'ils assument pleinement leur nouvelle puissance. Pas simplement parce qu'ils ont besoin de minerais, de pétrole, de terres cultivables, etc., mais par ambition. Cela ne devrait pas sidérer les Occidentaux parce que c'est ce qu'ils ont fait eux-mêmes pendant plusieurs siècles. Il y



Hubert Védrine intègre l'Élysée en 1981 comme conseiller diplomatique. En 1988 il devient porte-parole, puis secrétaire général de 1991 à 1995. Cette année-là, il rejoint le Conseil d'État.

En 1997, il est nommé ministre des Affaires étrangères, fonction qu'il conservera jusqu'au terme de la cohabitation en 2002.

Depuis 2003, il préside l'Institut François Mitterrand.

En 2013-2014, Hubert Védrine préside la commission qui rédige un rapport sur les perspectives économiques entre l'Afrique et la France.

Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur la place de la France dans le monde et sur les questions internationales.

a une sorte d'affirmation qu'ils peuvent avoir un rôle mondial. C'est vrai que c'est complètement nouveau dans l'histoire de la Chine, et donc c'est un changement important, mais ce n'est pas encore « un ordre », puisque ce n'est pas accepté par les autres, à commencer par les États-Unis. Mais ce n'est pas lié au virus. Il me semble donc que le virus révèle à la grande opinion des mouvements en cours, bien connus des spécialistes des relations internationales, mais avec un effet de grossissement et d'accélération.

Même chose pour d'autres phénomènes en cours. Par exemple, les convulsions géantes au sein de l'Islam sunnite, en tout cas entre d'une part la minorité fondamentaliste, la plus petite minorité extrémiste et la micro minorité terroriste, et d'autre part l'ensemble des autres. Ce n'est pas près de se terminer. Autre exemple : le développement réel, ces dernières années, de l'Afrique, même s'il y a des différences profondes au sein des cinquante-cinq pays d'Afrique : cela n'est pas nouveau.

L'Europe ? Cela fait des années que les Européens hésitent à faire de l'Europe une vraie puissance qui se fasse respecter, alors qu'en réalité l'Europe n'impressionne pas beaucoup les autres puissances. Tout cela était connu, cette question reste ouverte. Même s'il est vrai que les décisions et les annonces de Madame Von der

Leyen et Madame Lagarde sont très prometteuses.

La Russie ? On avait déjà constaté qu'elle avait gardé une sorte de pouvoir de nuisance résiduelle périphérique.

Les émergents ? Ils émergent depuis vingt ou trente ans. Après un moment de ralentissement, ils vont continuer. Notons d'ailleurs qu'ils ne sont pas tout à fait d'accord entre eux - exemple Inde-Chine - sauf pour dénoncer ensemble l'ordre occidental de 1945. Enfin je rappelle : la planète surpeuplée, le désastre écologique, d'ailleurs pas complètement lié au capitalisme contrairement à ce que croient les gauchistes, puisque le bilan écologique des régimes communistes était encore pire. La source du problème actuel est le productivisme aveugle qui remonte à la phase primitive de la révolution industrielle. Tout cela était bien connu avant la pandémie.

Pensez-vous que cette communauté de destin liée au caractère mondial de la pandémie va paradoxalement renforcer les frontières physiques, mais également économiques ?

D'abord, il faut dissiper une confusion fréquente entre frontière et mur. Au paroxysme de l'idéologie « sans-frontiériste », s'est répandue en Europe occidentale, et en particulier en France, l'assimilation entre frontière et mur,

c'est-à-dire fermeture. Ce sont deux choses tout à fait différentes. Mais pendant la phase optimiste, enthousiaste, un peu naïve, de la construction européenne, et notamment du processus de Schengen, l'idée qu'il y ait des frontières était apparue comme quelque chose d'abominable, d'inhumain, d'archaïque, etc. Les médias étant en majorité sur cette ligne. C'est tellement vrai que, alors même que l'on supprimait les frontières internes dans l'espace Schengen, ce qui était un progrès évident, on ne s'est jamais préoccupé sérieusement des frontières extérieures et de leur bonne gestion face à des demandeurs d'asile ou, ce qui est différent, des pressions migratoires classiques. Pourtant, énormément de pss ont expliqué que la distinction entre moi et l'extérieur, moi et les autres, le dedans et le dehors, est fondamentale pour que les gens se sentent à l'aise dans leur identité et leur personnalité, et que cela ne conduit pas nécessairement à la « haine de l'autre » (pour reprendre le préchi-prêcha contemporain), mais au contraire à une plus grande capacité d'accueil. Régis Debray a fait dans ce sens l'éloge des frontières. Et Michel Foucault a également écrit des choses très justes à ce sujet. Cela veut simplement dire qu'il y a des règles pour entrer et pour sortir.

Tout cela pour dire que le fait que face au risque pandémique, de nombreux pays ont été amenés, y compris dans

Le dossier

l'espace Schengen, à fermer momentanément des frontières n'a rien de tragique. Il ne faut d'ailleurs pas traiter cette question de façon idéologique, mais pragmatique. Il faudrait d'ailleurs rétablir un espace Schengen à l'entrée duquel on gère de façon coordonnée avec les pays de départ et de transit les flux migratoires que j'évoquais, qui sont à distinguer, je le souligne à nouveau, des demandes d'asile, l'asile ayant été conçu dans les grands textes de droit international, comme permettant de protéger des gens qui sont vraiment menacés, pour des raisons politiques, de race, de sexe, de religion, etc.

Quant aux frontières économiques dont vous me parlez, il faut là aussi distinguer les mondialisateurs (car il y a des mondialisateurs et des mondialisés) qui ont conduit la mondialisation maximale des trente ou quarante dernières années, et qui ont eu comme principe d'éliminer toutes les entraves au commerce, sans tenir compte d'ailleurs des conséquences sociales et écologiques. C'était l'idéologie OMC. Il faut reconnaître que cela a dopé la croissance mondiale et que cela a permis à plusieurs pays d'Asie, à commencer par la Chine qui était devenue dans ce contexte l'atelier ou l'usine du monde, de sortir de l'extrême pauvreté des centaines de millions de paysans ultra-pauvres. Mais, je le répète, cela a eu un coût social et donc humain et aussi politique, mais aussi écologique, très élevé. On en a vu les conséquences avec le vote sur le Brexit, le vote Trump, la résurgence d'une droite extrême dans plusieurs pays d'Europe et dans tout ce qu'on regroupe sous le terme fourre-tout de populiste. Ce n'est donc pas un drame si cette mondialisation est un peu corrigée, ré-encadrée, et qu'on reconsidère, qu'on re-régionalise les fameuses « chaînes de valeur ». Mais parler de « dé-mondialisation », soit pour s'en réjouir, ou au contraire pour la combattre sur un mode paniqué, est tout à fait disproportionné. En résumé, les évolutions et les corrections très probables des grands flux économiques mondiaux me paraissent une chance et même une nécessité si l'on tient compte de l'impératif écologique.

Est-ce que l'Union européenne pourrait se voir consolidée à la faveur de la crise ?

Là encore il faut être clair. Je fais partie de ceux qui estiment que les grands

équilibres institutionnels au sein de l'Union Européenne, entre le Conseil, la Commission, le Parlement et la Cour de Justice ne bougeront plus beaucoup, que l'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore. Tout simplement parce que je ne vois pas sur quelle modification substantielle des pouvoirs au sein de l'Union, les 27 pourraient se mettre d'accord pour rédiger un nouveau traité, et que je ne pense pas qu'un nouveau traité, quel qu'il soit, ait la moindre chance d'être accepté par les 27, ce qui est une obligation juridique, d'autant qu'il y aurait sûrement des pays où il faudrait passer par un référendum.

Cela n'exclut pas du tout, au contraire, que l'Union Européenne, telle qu'elle est, puisse lancer de nouveaux grands projets ou grands programmes, qu'elle ne nécessite aucune réforme institutionnelle. Le Green Deal de Madame Von der Leyen en est un exemple, ainsi que le plan de relance qui va être négocié à 27 à partir de la proposition initiale du Président Macron et de la Chancelière Merkel, et de sa reprise pour l'essentiel par la Présidente de la Commission. Je m'attends d'ailleurs à ce que les négociations aboutissent à un compromis entre les subventions non remboursables, les subventions remboursables, et les prêts. Tout cela aboutissant en quelque sorte à la création d'une sorte de nouveau fond de cohésion. Cela n'exclut pas non plus un effort massif de clarification et de subsidiarité, pour apaiser l'exaspération contre l'Europe, alimenté par ce que l'ancien Président de la Commission, Jean-Claude Juncker, avait appelé lui-même la réglementation à outrance. Voilà le contexte.

Mais votre question porte sur les conséquences de la pandémie sur l'Union Européenne. Je ne crois pas que cela changera grand-chose. On a vu, face à la menace du virus, des populations en Europe se tourner d'abord et avant tout vers des autorités publiques assez proches d'elles. Les gouvernements nationaux bien sûr, mais aussi les Länder en Allemagne, les maires en France, etc. Il ne me semble pas que les Européens aient exprimé le désir qu'à l'avenir ce soit un commissaire européen qui décide du mode de gestion des hôpitaux, ou bien de la fermeture des écoles. Cela n'exclut pas que l'Union Européenne, qui n'avait aucune compétence sanitaire, et qui n'en aura à mon avis pas

tellement plus, puisse quand même fixer des règles à minima, comme par exemple le fait que chaque pays doive avoir un stock de masques de précaution en bon état, ou alors encourager par différentes mesures la coordination entre les grands hôpitaux européens, etc. Je pense qu'il serait très important de rendre compatibles et même convergents le Green Deal de Madame Von der Leyen, qui est en fait le vrai nouveau New Deal dont l'Europe a besoin, et le plan de relance tel qu'il sortira des négociations.

Les communautés françaises établies à l'étranger vont subir également les effets de cette crise. Croyez-vous que cette crise annonce un terme, voire un retour en arrière, de la mobilité internationale des Français ?

Il est évident que la mobilité internationale, telle qu'elle avait été érigée en objectif absolu au cours des vingt ou trente dernières années, avec le milliard six cents millions en 2019, et les extrapolations illimitées des tour-operators et des compagnies aériennes, vont être affectées. Le tourisme va devoir se réinventer. Mais est-ce un « retour en arrière », ce qui est la question que vous posez ? Est-ce si sûr ? Je pense en ce qui me concerne que c'est une correction qui devait avoir lieu un jour ou l'autre, que la fuite en avant n'était pas tenable. Et que pour des raisons humaines, culturelles, sociales et écologiques, ce n'est pas forcément une mauvaise chose. Cela ne va évidemment pas mettre fin au tourisme, même si le tourisme de masse va devoir évoluer, même en Chine. Cela ne va pas mettre fin aux voyages, peut-être même va-t-on redécouvrir que le voyage et le tourisme sont deux choses différentes. Et pour revenir à votre question, je ne crois pas du tout que cela va affecter particulièrement la mobilité internationale des Français. Il y aura demain comme aujourd'hui des communautés françaises à l'étranger, notamment là où il y a beaucoup de binationaux, et des déplacements sans doute moins fébriles, mais toujours présents. Je pense donc qu'il faut accueillir sans crainte excessive cette évolution, ou au contraire en saisir les opportunités et en valoriser les effets positifs.

*Propos recueillis par
Florence Baillon*

La mémoire collective face aux pandémies

Roberto Bianchi, professeur associé d'histoire contemporaine à l'Université de Florence, met en relief les similitudes entre la grippe espagnole de 1918 et la pandémie actuelle.

Entre 1918 et 1919, la grippe espagnole, pandémie la plus meurtrière de l'histoire, a fauché près de vingt-cinq millions de personnes. Comment expliquer que la mémoire de cette épidémie soit si peu présente dans notre histoire et culture collectives ?

Les estimations les plus fiables disent que la grippe espagnole a tué de vingt cinq à cinquante millions de personnes ; des recherches plus récentes poussent l'estimation jusqu'à cent millions, avec environ neuf cent millions de personnes infectées, soit environ la moitié de la population de la planète à l'époque. Cent millions, c'est plus que la somme des morts des deux guerres mondiales... Et pourtant la grippe espagnole n'a pas laissé de traces majeures dans nos cultures ; le phénomène n'est pas seulement italien ou français, mais concerne l'ensemble de l'Europe et de l'Amérique. Il y a plusieurs raisons à cela. La grippe espagnole a été censurée pendant la guerre. Immédiatement après, le travail du deuil s'est fait au travers de la construction d'une mémoire publique et institutionnelle, autour des « héros tombés pour la patrie ». Les gouvernements des pays victorieux voulaient déjà imposer leur « histoire » de la guerre en écrivant le Traité de Versailles, tandis que la mémoire de la grippe espagnole était reléguée à la dimension intime et familiale. Cependant, sa mémoire a refait surface avec l'urgence sanitaire provoquée par le coronavirus en 2020.

Comment a évolué la pandémie de la grippe espagnole et comment expliquer qu'elle fut si meurtrière ? Les pouvoirs publics de l'époque ont-ils essayé de juguler l'épidémie ?

Trois hypothèses dominent aujourd'hui. La plus répandue indique les États-Unis comme lieu d'origine du virus, autour de camps d'entraînement surpeuplés de l'armée américaine. Une deuxième théorie - aujourd'hui moins fiable - base son origine en Orient, en Chine précisément. Une troisième hypothèse identifie la France comme lieu d'origine, dans la région du Pas-de-Calais, où des dizaines de milliers de soldats attendaient d'être déployés. Les conditions géographiques, climatiques et environnementales, ainsi que l'usage des armes chimiques utilisées au front auraient

favorisé la mutation et le mélange des agents viraux de la grippe aviaire, porcine et humaine. Nous pouvons affirmer l'existence d'une corrélation entre la pandémie et le contexte historique. Les décennies d'impérialisme, de domination coloniale et d'échanges, et surtout la guerre mondiale, ont entraîné la mobilité de millions d'hommes sur différents fronts. Les États n'ont pas pris de mesures significatives. La censure de la guerre obscurcissait l'information. La guerre avait la priorité ; elle obligeait les soldats à bouger et à attaquer, elle imposait le travail forcé aux hommes et surtout aux femmes dans les usines mobilisées (la mortalité des jeunes femmes était particulièrement élevée et le pic concernait les personnes de 28 ans en moyenne). Ce n'est que dans certains endroits et tardivement que des mesures ont été prises, comme l'utilisation de masques, le report de l'ouverture des écoles, des invitations à maintenir une certaine distance entre les personnes.

Quelle empreinte la grippe espagnole a-t-elle laissée dans l'histoire sociale de nos pays ? Quel fut le poids de cette épidémie dans les économies d'alors ?

Depuis de nombreuses années, il existe des études sérieuses et fiables. Mais la grippe espagnole a longtemps été dans l'ombre. Avec la Covid-19, les choses ont changé. Si en janvier 2020, nous avons fait une enquête, il est presque certain que personne n'aurait indiqué la grippe espagnole comme l'une des grandes catastrophes de l'époque contemporaine. Les conséquences économiques ont été importantes. Dans certaines régions d'Afrique, elle a provoqué la pire famine du XXe siècle ; en Tanzanie, 10 % de la population est morte. En Gambie, les anciennes formes de culture intensive ont été abandonnées et le type de produits cultivés a changé. Au Nigeria, la culture du manioc a remplacé celle de la pomme de terre. En Afrique du Sud, la pandémie a accéléré la mise en place de l'apartheid (la loi sur les zones urbaines autochtones sera promulguée en 1923). Cependant, il faut aussi se rappeler qu'en Europe, en Russie soviétique et en Nouvelle-Zélande, elle a contribué à jeter les bases de systèmes de santé publique plus modernes et plus universels.



En qualité d'historien et d'observateur expert de l'histoire du XXe siècle, établissez-vous des analogies entre la grippe espagnole et cette pandémie de coronavirus ? Que peut-on tirer comme enseignement sur nos vulnérabilités ?

Ce que les deux pandémies ont en commun, c'est que l'humanité est confrontée à un nouveau virus imprévisible et terrible. Mais nous sommes dans des contextes très différents. La peste noire du XIVe siècle a, en sept ans, traversé l'Asie, l'Europe et l'Afrique. En un an seulement, en trois vagues entre 1918 et 1919, la grippe espagnole a traversé une grande partie du globe, puis est réapparue en certains endroits jusqu'en 1921. En 2020, la Covid-19 s'est répandue beaucoup plus rapidement. Ce sont peut-être là des signes d'une véritable mondialisation qui a marqué le passage du XXe au XXIe siècle.

Mais jamais les États ne s'étaient mobilisés comme maintenant, en prenant des mesures d'isolement et en échangeant des informations, malgré la compétition commerciale et les conflits économiques entre eux. Je crois que la pandémie fait ressortir le potentiel et les limites de notre monde. Ce pourrait être l'occasion de repenser les priorités sociales, économiques et politiques. Le virus n'a pas de frontières. La logique du profit non plus. C'est peut-être cela qu'il faut remettre en question, avec un nouvel humanisme qui placerait les individus et les communautés au centre, en dépassant les frontières et en respectant les différences.

*Propos recueillis par Gaëlle Barré
Membre du Bureau national*

Dispositifs de soutien aux entrepreneurs français à l'étranger

La pandémie que nous vivons provoque une crise économique d'un genre tout à fait nouveau. L'impact de cette crise sanitaire, exceptionnelle de par sa portée globale et l'absence de toute maîtrise quant à sa durée et sa localisation, donne le vertige : échanges économiques internationaux à l'arrêt, paralysie quasi-totale des transports aériens, confinements, explosion du chômage partout dans le monde... Dans ce contexte, anticipant une forte récession, les gouvernements font tomber un à un les tabous économiques, avec une priorité : préserver au maximum la trésorerie des entreprises et assurer à leurs citoyens un minimum de ressources.

Le gouvernement français a élaboré un dispositif de soutien aux entreprises permettant notamment à nos filiales à l'étranger de bénéficier de ces mesures. Mais les entrepreneurs français ayant fondé une activité à l'étranger sans lien capitalistique avec une entreprise immatriculée en France en sont exclus, alors que nombre d'entre eux assurent des débouchés aux exportateurs, et que tous participent à l'image de la France à l'étranger.

Partout dans le monde, nos compatriotes s'inquiètent pour leurs activités professionnelles, leurs revenus, leur avenir à court et moyen termes. Auto-entrepreneurs, créateurs de start-up, de micro-entreprises, d'activités de services, d'organisations culturelles ou encore d'ONG, tous sont victimes du contexte actuel et nombre d'entre eux vivent au jour le jour.

Si l'arrêt quasi complet de l'économie met nos exportateurs sous pression, la

situation devient critique pour un très grand nombre d'entrepreneurs français à l'étranger. Si on ne peut prévoir, pour l'instant, le taux de mortalité des entreprises, il est clair qu'en quelques semaines, l'ensemble des entrepreneurs - et avec eux tous les Français établis hors de France - s'est retrouvé dans un « pays à risque ».

Même si la situation reste évolutive, des témoignages de difficultés économiques particulièrement marquées nous parviennent déjà des quatre coins du monde. De l'Indonésie à Madagascar, de la Thaïlande au Cambodge, et au-delà, sur toute l'Asie-Pacifique et les continents africain, européen et américain. Un état des lieux précis reste à faire et pour y contribuer, Français du monde-ade vient de lancer une enquête auprès de nos adhérents entrepreneurs afin de mesurer l'impact de la crise sur leurs activités et leur état d'esprit face à la période qui s'ouvre.

Nos compatriotes sont entrepreneurs de l'hôtellerie et du tourisme, responsables de franchises dans la restauration et les bars, voyagistes, agents immobiliers, restaurateurs, managers de boutiques indépendantes, importateurs, distributeurs, facilitateurs d'affaires, responsables d'écoles bilingues indépendantes, gestionnaires de start-ups du numérique ou autres intervenants dans le secteur du conseil, de l'ingénierie, du développement durable, de la culture, de l'événementiel...

Leurs contraintes nouvelles prennent des formes diverses en fonction des secteurs concernés. Ils font face à des difficultés, voire à des ruptures d'approvisionnements, des livraisons pertur-

bées, des annulations de commandes et de contrats, à l'absentéisme de leurs employés, à la baisse de leurs ventes, parfois à l'absence totale de leurs clientèles.

Ce sont des difficultés énormes pour des structures à la trésorerie fragile, qui doivent notamment assumer des paiements de loyers et de charges. Les observateurs dans ces domaines s'attendent à voir disparaître rapidement les acteurs les plus fragiles. Certains connaissent une perte de chiffre d'affaires brutale, jusqu'à 90 %.

Je peux en témoigner directement, traversant moi-même cette période avec inquiétude en tant qu'entrepreneur indépendant basé en Australie. Je suis confronté à nombre de ces contraintes. Mes activités de conseil en commerce international, assurant des veilles stratégiques auprès d'entreprises françaises souhaitant s'implanter sur les marchés océaniques sont au ralenti. Mes clients - face à leur propre situation en France - suspendent leurs initiatives sur les destinations grand export jusqu'à ce que la situation s'améliore. Des solidarités peuvent s'organiser sur le terrain, notamment sur les facturations et les délais de paiement, mais pour combien de temps ?

C'est justement pour passer ce cap, en particulier sur le plan de la trésorerie des entreprises françaises à l'étranger, qu'une action de solidarité nationale doit être réfléchie au plus vite, afin de mettre en place des mesures exceptionnelles et dérogatoires pendant la durée de la crise.

*Jean-Philippe Grange
Conseiller consulaire Australie*



Se former, Travailler, Entreprendre à l'étranger

En septembre 2019, l'association a organisé un colloque intitulé : Se former, travailler, entreprendre à l'étranger, qui proposait de s'interroger sur les réalités et les enjeux de l'expatriation professionnelle aujourd'hui.

Vous pouvez retrouver les interventions et des informations pratiques dans les actes en cliquant **sur ce lien : [actes du colloque 2019](#)**

Le dossier

Les Alliances françaises face à la crise

L'expérience de Cuenca en Équateur

Outil par excellence du rayonnement culturel français et de la francophonie, les Alliances françaises traversent aujourd'hui une passe difficile. Ce réseau, riche de 832 associations de droit local dans 132 pays, constitue une véritable chance pour la France. C'est aujourd'hui le premier réseau culturel dans le monde. Ces associations, autofinancées à hauteur de 90%, sont pourtant touchées de plein fouet par la crise sanitaire. Pour certaines, la transition numérique n'est pas aussi simple que l'on peut croire, pour d'autres, il faut faire face à une concurrence accrue. Sans parler des subventions, déjà bien maigres, qui fondent comme neige au soleil. Alors, il faut se réinventer, s'adapter, être flexible et surtout faire appel à une forte dose de créativité.

L'Alliance Française de Cuenca n'a pas été exempte de cette réalité. Depuis le lundi 16 mars, nos locaux sont fermés. Loin d'être abattus, nous avons rapidement pu offrir des cours en ligne à tous nos étudiants. Toute l'équipe pédagogique, composée d'une dizaine de professeurs, s'est mobilisée pour poursuivre les cours commencés en février. Grâce aux plateformes numériques, ils suivent le programme des cours en direct et depuis leur domicile.

Le département culturel reste également actif et se mobilise pour continuer à diffuser une offre culturelle à travers ses réseaux sociaux et son site Internet. Depuis le lundi 23 mars, nous avons lancé l'opération #CulturaDesdeCasa grâce à laquelle nous proposons des ressources culturelles en ligne et totalement gratuites. Cette initiative offre un contenu divers et

destiné à tous les publics, pas nécessairement francophones : visites de musées, visionnage de films, concerts et opéras, jeux pour enfants et contenu éducatif.

Notre médiathèque a lancé plusieurs opérations telles que « Un jour un livre », une sélection de livres francophones disponibles sous forme numérique et gratuite, ou « Les Contes d'Ophélie », une série d'histoires racontées pour enfants. Finalement, « Cuéntame una historia » invite les utilisateurs à s'enregistrer en racontant une histoire et à la partager ensuite sur les réseaux sociaux, un format participatif et solidaire afin de continuer à créer du lien entre les personnes. Il ne faut pas oublier que c'est aussi ça le rôle d'une Alliance Française : « favoriser la rencontre des cultures et des personnes ».



Antoine Lissorgues
Directeur de l'Alliance Française de Cuenca

Enseignement français à l'étranger : soutenir aujourd'hui, donner davantage de sens demain

Avant la crise sanitaire, le réseau de l'enseignement français à l'étranger se trouvait pris entre la commande présidentielle du doublement des effectifs et une équation financière insoluble avec un manque de moyens financiers criant, la précarité immobilière de nombreux établissements, un transfert de la charge aux familles de moins en moins accepté et des enseignants titulaires soumis à la pression de la mobilité contrainte. Le socle, c'était l'excellence pédagogique constante dans le temps et, partout, l'attractivité grandissante du réseau au niveau mondial, son dynamisme comme promoteur de valeurs et de la diversité culturelle.

Après la crise, combien de familles auront-elles fait d'autres choix éducatifs, moins onéreux, pour leurs enfants ? L'enseignement à distance devra-t-il se poursuivre, avec les enjeux de qualité de la mission que cela suppose ? Combien d'établissements seront au bord de la fermeture ? La prochaine rentrée permettra de faire un premier bilan, mais on imagine que les effets de la crise perdureront un certain temps.

Dans le monde d'après, il s'agira d'éviter l'écueil de la logique malthusienne du repli sur le seul réseau historique et celui du transfert massif vers le partenariat avec des établissements en recherche de profits, qui ne seraient plus rattachés au réseau que par une labellisation améliorée en guise d'homologation.

Aucune des missions piliers de l'enseignement français à l'étranger ne serait alors plus remplie.

Or, la France aura toujours besoin de ce formidable outil de rayonnement culturel et économique, les perspectives démographiques favorables de la francophonie seront les mêmes, l'enseignement français n'aura rien perdu de son attractivité fondamentale.

Le respect des valeurs de l'enseignement français, l'accessibilité pour les familles françaises aux différents dispositifs de l'enseignement français ou en français (établissements français, bilingues labellisés et FLAM), la qualité de l'homologation, des garanties de gestion transparente et humaine adossées à cette dernière, la formation et la présence importante d'enseignants et de personnels de direction titulaires de l'Éducation nationale, la qualité des infrastructures d'accueil, la sécurisation juridique des entités gestionnaires sont les enjeux du développement futur. Il faut pour cela y mettre des moyens aujourd'hui, qui ne soient pas un écran de fumée sous forme d'avances budgétaires, c'est-à-dire le transfert in fine aux familles de la charge de la crise.

Investir, soutenir aujourd'hui, ce n'est pas seulement éviter l'effondrement, c'est aussi assurer le socle du développement futur.

Pascale Seux
Conseillère consulaire Polonoise

Le quotidien de nos trois sénateurs en cette période inédite

Entre débat et adoption des différents projets de loi de finances rectificative, réunions hebdomadaires avec le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ainsi que des interventions ciblées auprès du gouvernement pour défendre nos concitoyens en difficulté à l'étranger, vos trois sénateurs membres de l'association Français du monde-adfe sont particulièrement actifs pour défendre vos intérêts.

C'est dans un contexte inédit qu'ils mènent leur mandat au service de tous les Français de l'étranger. Dès le mois de mars, vos élus ont interpellé le gouvernement sur l'urgence d'accompagner les quelques 3,5 millions de compatriotes établis à l'étranger.

Parmi les amendements notables aux deux lois de finances rectificatives (mars et avril), ils ont été à l'offensive pour défendre l'utilité des écoles françaises à l'étranger. Hélène Conway-Mouret, Claudine Lepage et Jean-Yves Leconte ont fait plusieurs propositions visant à assurer un financement stable et durable des écoles du réseau AEFE (Agence pour l'enseignement français à l'étranger) ou encore du programme FLAM (Français langue maternelle). Les récentes annonces du gouvernement répondent en partie à ces propositions, il reste néanmoins à assurer que les 100

millions d'euros promis le soient via une subvention aux établissements français. Ce n'est pas encore le cas, l'État ayant annoncé un prêt remboursable.

Vos élus réclament depuis des semaines que le réseau culturel de la France dans le monde ne soit pas le parent pauvre des aides de l'État. Nos Alliances françaises et les instituts français subissent de plein fouet cette crise sanitaire de la COVID-19. A l'heure de la rédaction de cet article, malheureusement, aucune annonce n'a été faite en ce sens. Une pétition initiée par la Sénatrice Hélène Conway-Mouret, avec le soutien de plusieurs personnalités dont Jérôme Clément (ancien Président d'ARTE) et intitulée « Sauvons les Alliances françaises » a déjà recueilli 10 000 signatures. Vos sénateurs s'en serviront pour défendre la nécessité d'une présence culturelle française à l'international.

Accompagner les résidents français partout dans le monde, c'est aussi se préoccuper des TPE / PME (très petites entreprises / petites et moyennes entreprises) détenues par des ressortissants français. Là encore, vos élus ont été à l'initiative, via un amendement porté par la Sénatrice Claudine Lepage. En avril dernier, le gouvernement a annoncé qu'il réfléchissait à un dispositif de financement qui serait supporté par l'AFD

(Agence française de développement), reprenant en cela une proposition du groupe FDM-ES qui siège à l'Assemblée des Français de l'étranger.

Récemment, le Sénateur Jean-Yves Leconte est intervenu à propos des mesures de mise en quatorzaine pour les Français de l'étranger qui souhaiteraient rentrer temporairement sur le territoire national lors des congés d'été. Bien que ce sujet soit forcément complexe et que le secteur aérien reste perturbé, le sénateur a demandé des aménagements de cette disposition afin de garantir les droits fondamentaux de nos compatriotes de l'étranger, tout en respectant les règles sanitaires.

En lien permanent avec les élus locaux, les représentants des sections Français du monde-adfe partout dans le monde ou en appui des demandes individuelles qui leur sont adressées, vos sénateurs n'ont de cesse de rappeler que les Français de l'étranger ont aussi des besoins et des attentes. Conscient que la communauté française à l'étranger est une force pour le rayonnement de la France dans le monde, vos sénateurs poursuivront dans les prochaines semaines ce travail qui se fait souvent dans l'ombre mais qui est utile à toutes et tous.

*Florian Bohême
Membre du Conseil d'administration*

STAFE : réaffectation des crédits prévus pour 2020 et calendrier pour la campagne 2021

Le Secrétaire d'État en charge des Français de l'étranger, Jean-Baptiste Lemoyne, a décidé de réaffecter l'ensemble des crédits STAFE (soutien au tissu associatif des Français de l'étranger) aux OLES (organismes locaux d'entraide et de solidarité) ainsi qu'aux centres médico-sociaux, à savoir 1,92 million d'euros, afin de venir en aide à nos compatriotes établis hors de France qui ont été durement affectés par la crise de la Covid-19, qui a sévi également dans leurs pays de résidence respectifs.

Cela signifie qu'aucune subvention ne sera accordée cette année pour des projets associatifs devant être

menés en 2021. En revanche, le lancement de la campagne STAFE 2021 va être avancé par rapport aux années précédentes. En effet, l'appel à projets sera lancé dès juillet 2020 ; les conseils consulaires se réuniront en septembre-octobre 2020 pour étudier les dossiers et émettre leurs avis et recommandations sur les demandes de subvention, lesquelles seront examinées et définitivement validées par la commission nationale en mars 2021. Pour mémoire, jusqu'à présent, les appels à projet étaient lancés en début d'année, les conseils consulaires examinaient les demandes en mai-juin, et la commission nationale se

réunissait fin septembre début octobre.

Français du monde-adfe salue la réaffectation des crédits prévus en 2020 à l'aide à apporter à nos compatriotes touchés par la crise sanitaire. L'association se félicite également de l'avancement du calendrier pour la campagne 2021, qui répond du reste à une requête formulée à plusieurs reprises par ses représentants au sein de la commission nationale, Philippe Moreau et Yan Chantrel.

*Philippe Moreau
Membre du Bureau national
Représentant de l'association au sein
de la Commission nationale STAFE*

Environnement

En Argentine, Geoffroy Lang promeut un entrepreneuriat écologique et responsable à travers l'utilisation de la yerba maté

Geoffroy Lang est co-fondateur de TÉMA, qui produit une boisson bio pour démocratiser la consommation de yerba maté. Grand connaisseur de l'Amérique latine après y avoir passé plus de dix ans, il raconte aujourd'hui son projet et sa mission sociale pour favoriser l'accès à l'eau potable en Argentine.

Quel est le parcours qui vous a mené en Argentine ?

J'ai découvert l'Argentine en 2007, lors d'un échange international à l'Université de La Plata. Tombé amoureux de ce pays, j'y suis ensuite revenu régulièrement avant d'essayer de m'y installer. Une première fois en 2011, pour monter une entreprise de services en ingénierie qui n'a finalement pu se lancer, puis une nouvelle fois en 2018 pour lancer un projet de boisson à base de yerba maté, avec un objectif social autour de l'accès à l'eau potable. La yerba maté est une plante sud-américaine. Ses feuilles permettent de produire le maté, une boisson stimulante riche en caféine, aux effets semblables à ceux du café ou du thé.

Quelle est la genèse de ce projet ?

Depuis mon premier séjour, en 2007, je bois tous les jours du maté de manière traditionnelle. J'ai toujours remarqué un grand intérêt pour cette boisson, mais aussi beaucoup de confusion quant à la façon de la préparer.

Nous avons donc créé TÉMA pour faciliter la consommation de maté, avec un format prêt-à-boire qui préserve toute l'authenticité et les bienfaits de la yerba maté sous sa forme la plus pure.

En mettant en place une filière responsable entre la France et l'Argentine, et grâce à une étroite collaboration avec des scientifiques argentins, nous avons développé un procédé d'infusion naturel et innovant, aux côtés de producteurs de yerba maté certifiés bio.

Lors de nos voyages dans le nord de l'Argentine, nous avons ainsi été très touchés par la pauvreté et le manque en eau des populations locales. Nous

avons donc naturellement voulu les aider en définissant une mission sociale pour TÉMA, en nous engageant à favoriser l'accès à l'eau potable au plus grand nombre en Amérique latine.

En effet, la région de Misiones, d'où provient notre yerba maté, a la particularité d'être mondialement connue pour son abondance en eau, illustrée par les célèbres chutes d'Iguazu. Cependant, le manque d'infrastructures, de moyens de traitement et de développement des réseaux d'eau potable pénalise une grande partie de la population qui ne peut compter, en général, que sur des citernes pour s'approvisionner en eau potable.

Expliquez-nous comment TÉMA se projette dans le monde de demain ?

TÉMA MATÉ est une société répondant à des exigences sociétales et environnementales.

C'est pour cela que 1% du chiffre d'affaires réalisé (10% à 20% des bénéfices nets) sera reversé directement au programme « SED CERO ». Ce programme d'envergure vise à garantir l'accès à l'eau potable en Argentine, au Paraguay et en Bolivie, à travers la formation de référents dans des communautés locales et la construction de puits, de citernes, ainsi que d'autres systèmes d'assainissement.

Par ailleurs, nous achetons la plus grande qualité de yerba maté à des producteurs argentins au prix juste. Nous avons mis en place pendant plus de dix huit mois en Argentine une filière totalement certifiée biologique. Nous faisons la promotion de la biodiversité et d'une culture responsable. Nous nous assurons que nos partenaires respectent les principes du commerce équitable : ils ne font pas travailler les enfants (ce qui est malheureusement parfois le cas en Argentine), donnent des chances égales aux femmes et aux hommes et garantissent aux travailleurs un salaire équitable et un pourcentage des bénéfices de l'entreprise.

Enfin, pour minimiser l'empreinte environnementale de notre emballage, nous avons choisi un carton de TETRA PAK recyclable à 100% et renouvelable à 75%.



Quels sont vos plans pour développer TÉMA dans un avenir proche ?

Nous allons d'abord tâcher de faire connaître notre marque et notre mission sociale pour bien nous implanter sur le marché français. Nous essaierons ensuite de débarquer sur le marché nord-américain qui reste le plus important pour la consommation de thé froid.

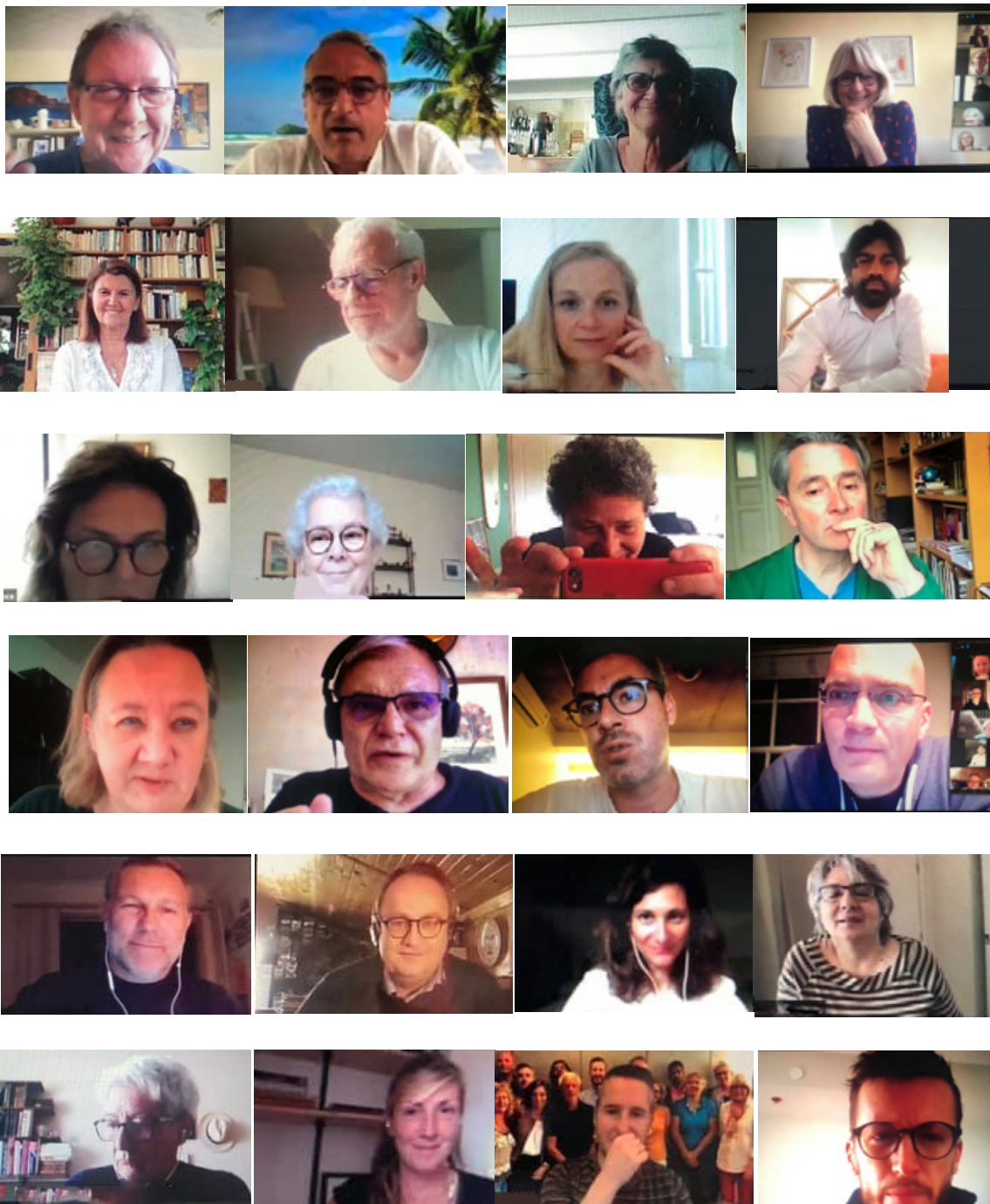
Enfin, TÉMA compte maintenant un nouveau co-fondateur avec Fabricio Oberto, légende mondiale du basket et grand buveur de maté. Fabricio rejoint l'équipe pour apporter toute la rigueur et la discipline d'un sportif de très haut niveau, mais aussi plusieurs idées de développement. Entrepreneur très actif, il a fondé une équipe professionnelle de e-sports (sur le jeu League of Legends), et souhaite faire de TÉMA une boisson de référence pour les joueurs de jeux vidéo.

Propos recueillis par Jérôme Guillot, section Argentine

temamate.com



Réunions du Bureau national et du Conseil d'administration



Malgré le confinement, les réunions du Bureau national de Français du monde-adfe se sont déroulées normalement, par visioconférence. La session d'avril du Conseil d'administration a eu lieu également, ainsi qu'un Conseil extraordinaire pour traiter plus particulièrement des conséquences de la situation sur l'organisation de notre association.

Culture

Isabelle Autissier

Isabelle Autissier est ingénieure agronome et navigatrice, c'est la première femme à avoir accompli un tour du monde lors d'une compétition, en 1991. Retirée des courses, elle est également écrivain et présidente du WWF-France. En 2019, elle a reçu le Grand prix du rayonnement français dans la catégorie rayonnement environnemental. Depuis 2015, elle édite chaque année un livre dans une collection de contes éducatifs sous forme d'album-cd. Le personnage récurrent est Zoë, une fillette accompagnée de son chien qui découvre les animaux marins, dont Isabelle Autissier écrit et raconte les aventures ; les livres sont illustrés par Sylvain Calvez et accompagnés d'une création musicale originale du compositeur et instrumentiste Pascal Ducourtioux.

Zoë et le dauphin, (2015), Zoë et le goéland (2016), Zoë et les sardines (2017), Zoë et la méduse (2018), Éditions 2 pies tant mieux.

Conte-livre-audio-isabelle-autissier



Roberto Bianchi

Roberto Bianchi, est professeur associé en histoire contemporaine à l'université de Florence. Il est l'auteur d'études et de recherches sur la société et la politique au XIX^e et XX^e siècles, en particulier sur la Grande Guerre et le fascisme, les conflits sociaux, l'histoire des associations et les relations entre l'Italie et la France. Il vient de publier en italien *Piazza, mobilitazioni, potere* (Milano, Università Bocconi, 2019). Il a collaboré au *XX^e siècle des guerres*. Cet ouvrage a réuni quarante-trois historiens d'une dizaine de nationalités européennes. Avec la volonté de dépasser les limites étroites des points de vue nationaux, ils s'efforcent d'éclairer la complexité du mouvement des sociétés en guerre. Ils montrent l'industrialisation de la guerre, combinant de façon inédite la gestion bureaucratique de la violence meurtrière et le déchaînement des pulsions les plus primaires.

Le XX^e siècle des guerres, Paris, Éditions de l'Atelier, 2004.

Hubert Védrine

Dans cet essai rédigé durant le confinement et qui vient de paraître, Hubert Védrine se penche sur l'après-COVID et sur les débats entre ceux qui veulent un retour à la normale et ceux qui voient l'opportunité d'un changement, que garder ? que modifier ? L'auteur propose des pistes de réflexion concernant la probabilité d'un effondrement économique mondial, l'urgence vitale de l'écologisation, le problème des dépendances économiques révélées par cette crise, mais aussi des idées pour faire face collectivement aux nouveaux défis, que ce soit au niveau français, européen ou mondial.

Hubert Védrine, Et après ? Éditions Fayard, 2020.



« Les Mercis autour du monde »

J'ai senti comme une bouffée de chaleur, comme une bouffée de joie.

J'avais connu un vrai moment de bonheur, j'avais dit merci du fond de mon cœur.

C'était pourtant un geste si simple. Il avait ouvert la porte de sa voiture pour me faire monter alors qu'il s'était mis à pleuvoir comme il pleut à Bangkok sous un orage tropical. Je suis un blanc, c'est un Thai, ça ne se fait pas vraiment. Et pourtant, il l'avait fait. Rentré chez moi, j'ai raconté mon aventure.

On m'a dit « écris-le, dis à tes amis d'écrire et fais un livre ! » Alors, en septembre 2019, j'ai écrit mon premier courrier, j'ai créé un fichier d'adresses incluant ma famille, mes amis intimes, mes amis proches, ma bande de copines et de copains autour du monde. J'ai envoyé mon courrier à 200 adresses privées, plus trois forums sur lesquels j'interviens. J'ai dit que j'avais eu plaisir à écrire, que je souhaitais que mes amis aient lire et qu'ils auraient envie d'écrire des Mercis autour du monde.

J'ai dit « Je ne suis pas écrivain et ne prétends pas l'être, si vous avez envie d'écrire, osez. ! »

« J'en ferai un livre de Mercis autour du monde, je le publierai, on le vendra et un euro par livre vendu sera versé à une association de solidarité. »

Je ne pouvais imaginer ce qui allait se passer. J'ai reçu des centaines de « Bravo ! », de « Merci ! », de « Continue ! », alors j'ai continué. J'ai écrit 30 nouvelles et j'en ai reçu 60. Le livre aura environ 200 pages.

Des mercis du monde entier : Tokyo, Saigon, Siam Reap, Bangkok, Chiangmai, Rome, Vienne, Le Puy-en-Velay, Nice, Paris, Lugano, Miami, Dana Point, Tunis, Annecy, Dinard, j'en passe et des meilleurs.

Ma femme, qui est artiste peintre, fait la première de couverture et les illustrations de chaque nouvelle.

Le livre s'appellera « Les Mercis autour du monde ».

Merci au forum des adhérents.

Michel Testard, section de Bangkok

COVID-19

DANS LE MONDE,

73 % DES ENFANTS

SONT DÉSCOLARISÉS*

Soutenons l'Éducation

* Les plus pauvres et les plus vulnérables d'entre eux risquent la rupture scolaire et sociale. Si on n'agit pas maintenant, ils ne retourneront pas à l'école et arrêteront leur formation. Des millions d'enfants et de jeunes risquent ainsi d'être privés de leur enfance et de leur avenir. (Source Unesco, 4 mai 2020)

Solidarité
Laïque



Solidarité
Laïque

BON DE SOUTIEN

(À retourner dans l'enveloppe-réponse jointe ou à Solidarité Laïque 22 rue Corvisart 75013 Paris)

AVANTAGES FISCAUX

DON	DÉDUCTION	COÛT RÉEL
50 €	33 €	17 €

66 %
DE DÉDUCTION
FISCALE

Je recevrai le reçu fiscal me permettant une déduction d'impôts de 66%, soit les deux tiers de ce montant, mais donnant à l'association la possibilité d'agir 3 fois plus qu'il ne me coûte.

☒ **OUI** j'aide **Solidarité Laïque** à développer ses programmes éducatifs en France et dans le monde. **Je fais un don de :**

☐ 20 € ☐ 50 € ☐ 100 € ☐ 200 € ☐ _____ €
À ma convenance :

☐ Veuillez trouver ci-joint mon versement par chèque à l'ordre de **Solidarité Laïque**.

► Merci de m'envoyer à l'adresse ci-dessous le **reçu fiscal** me permettant de déduire de mes impôts **les deux tiers** de ce montant.

☐ Mme ☐ Mlle ☐ M

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : [] [] [] [] [] VILLE : _____

☐ Je souhaite recevoir la newsletter Internet de **Solidarité Laïque**.

Courriel (Facultatif) : _____ tél. : _____

Informatique et Liberté : Pour tout droit d'accès et de rectification, s'adresser à **Solidarité Laïque**. Si vous ne souhaitez pas que votre adresse soit transmise à nos partenaires, cochez cette case ☐.